

La ville au risque du tourisme

Crise ou recomposition du « modèle barcelonais » ?

SYLVIE CLARIMONT

L'essor du tourisme urbain est tel, dans certaines villes, qu'il conduit des habitants à exprimer leur refus des transformations induites par cette activité à l'échelle du quartier : augmentation des loyers et raréfaction des logements disponibles, mutation des commerces pour s'adapter aux besoins des clientèles touristiques, pressions accrues sur les ressources, dérangements permanents occasionnés par les flux incessants de touristes, etc. Ces mobilisations sociales contre le tourisme nous obligent à aller au-delà de la seule discussion technique en termes de capacité de charge ou d'accueil, pour interroger les notions éminemment politiques de justice sociale et spatiale. C'est particulièrement vrai à Barcelone. Avec sa profonde transformation urbaine durant la deuxième moitié du XX^e siècle, la deuxième ville d'Espagne semblait être parvenue à concilier croissance de l'attractivité internationale et maintien de la cohésion sociale interne, au point de devenir une référence mondiale en matière d'urbanisme¹. Ce

renouveau urbain a été souvent associé à la politique réussie d'aménagement des espaces publics qui s'était fixé pour priorité, dès la fin des années 1970, de « reconstruire la ville sur la ville » pour pallier les carences en équipements publics, d'assainir le centre et de monumentaliser la périphérie. La requalification réussie des espaces publics centraux et périphériques associée à l'organisation d'événements (Jeux Olympiques d'été en 1992 et, dans une moindre mesure, Forum des cultures en 2004), à la diffusion de grands équipements culturels dans les quartiers en difficulté, et à un efficace marketing urbain, ont permis d'asseoir la notoriété de la ville et d'en faire rapidement une destination touristique prisée². Depuis les années 2000, le « modèle barcelonais » fait débat et est soumis à un examen critique, y compris de la part de certains qui, comme Jordi Borja, avaient activement participé à la formulation du projet urbain et en dénoncent désormais les dérives.

1 | M. Tomàs, E. Négrier, « Existe-t-il un modèle barcelonais ? Retour sur quarante années de politiques urbaines à Barcelone (1976-2016) », *Métropoles*, n° 22, 2018.

2 | S. Clarimont, V. Vlès, « Espaces publics touristiques urbains et développement durable : principes d'aménagement, usages et tensions. Une analyse à partir du cas de Barcelone (Espagne) », *Urbia / Cahiers du développement urbain durable*, n° 10, 2010.

Vue des toits de Barcelone depuis le parc Güell en avril 2007.





Devant la Casa Milà de l'architecte catalan Antoni Gaudí.

La place du tourisme dans le « modèle barcelonais »

Le « modèle barcelonais » - au sens de référence susceptible d'être imitée ou reproduite - prend forme au sortir du franquisme. Les différentes municipalités socialistes qui se succèdent de 1979 à 2011 vont promouvoir un modèle de ville dense et compacte dans laquelle les inégalités sociales et spatiales seraient réduites. Elles privilégient d'abord de modestes interventions partout dans la ville afin de réduire les déficits en équipements publics des quartiers les plus défavorisés, de réhabiliter ou créer des espaces publics dégradés ou absents. La revalorisation de ces derniers y est conçue à la fois comme un facteur d'amélioration du cadre de vie pour les populations résidentes et comme un moyen d'expression d'une identité barcelonaise composite. Par l'usage des espaces publics, tous les habitants sont invités à faire l'expérience de l'appartenance à une même communauté catalane, méditerranéenne et ouverte au monde. Cette fabrique des espaces publics barcelonais contribue à la construction d'une ville polycentrique et vertébrée, une ville de l'inclusion et non pas de l'exclusion¹. Le développement touristique, sans être totalement absent du projet urbain initial, n'en constitue pas l'objectif prioritaire.

Les choses changent à partir de la fin des années 1980. Le projet urbain barcelonais s'infléchit vers une logique d'équipements de prestige dans les domaines culturel, et de loisirs s'adressant à des publics diffé-

rents. L'organisation d'un événement international, les J.O. de 1992, au service d'une nouvelle ambition pour la ville, illustre parfaitement ce glissement, de même que la priorité nouvelle donnée au front de mer et à la « reconquête » de friches industrielles et portuaires. Au début des années 1990, le tourisme commence à devenir une priorité. Tant les plans stratégiques de Barcelone des années 1990 que les plans stratégiques métropolitains de 2003 et 2007 en font un axe de développement. En 1992, la création du *Consortium Turisme* de Barcelona (intégrant la municipalité, la Chambre de commerce et d'industrie et la Fondation pour la promotion internationale de Barcelone) témoigne ainsi de l'importance nouvelle qui lui est accordée.

Barcelone : du développement touristique au rejet du tourisme

Barcelone est devenue au cours des dernières décennies une destination touristique de premier rang. Le nombre de visiteurs hébergés en établissements hôteliers est passé de 1,7 à près de 9,1 millions entre 1990 et 2016. Au cours de la même période, la capacité d'hébergement s'est considérablement accrue, passant de 18 569 à 67 640 lits en hôtels, tandis que l'offre en meublés touristiques, non recensée auparavant, a explosé au cours des années 2010 pour atteindre près de 59 000 lits en 2016². En deux décennies, Barcelone s'est donc hissée parmi les premières destinations touristiques européennes, au prix d'un important travail de design urbain favorisant un imaginaire orienté vers des valeurs contemporaines.

Bien que de plus en plus étalée dans le temps, cette fréquentation massive est très concentrée spatialement dans certains quartiers et hauts-lieux touristiques (Sagrada Família, Parc Güell...). C'est dans ces quartiers centraux ou péri-centraux que l'hostilité au tourisme, déjà perceptible au cours des années 2000, est devenue la plus forte. Depuis 2014, plusieurs manifestations ont rassemblé des habitants de ces quartiers pour protester contre le tourisme de masse et revendiquer le respect de la vie de quartier, scandant des slogans tels que « Nous sommes des quartiers. Stop au tourisme de masse » ou « Le tourisme tue les quartiers ». En février 2016, des associations de quartiers ont ainsi convoqué une manifestation pour protester contre le tourisme de masse et ses effets : multiplication des meublés touristiques au détriment des logements destinés aux habitants de la ville, congestion de certains quartiers très fréquentés, perte de l'usage de certains espaces

1 | Ajuntament de Barcelona. (2009), PAM (Programa d'actuació municipal) 2008-2011, Barcelone.

2 | Estadístiques de turisme. 2016.
https://ajuntament.barcelona.cat/turisme/es/estadistiques_enquestes

publics, etc. Selon le président de l'une de ces associations : « Nous ne sommes pas hostiles au tourisme, mais contre le modèle de tourisme de masse qui est développé depuis plusieurs années. (...) Nous voulons un modèle de développement touristique durable qui respecte et promeut les quartiers en tant qu'éléments patrimoniaux urbains. (...) Nous voulons influencer tous les groupes dirigeants de la ville pour qu'ils comprennent que le modèle porté jusqu'à maintenant par les « lobbies » touristiques doit changer et être le fruit d'un pacte entre la municipalité et les habitants de Barcelone ». Parallèlement, des formes plus radicales d'actions sont entreprises par les jeunes indépendantistes du mouvement Arran, né en 2012 : actions contre des hôtels ou des commerces, contre un autobus touristique, contre les vélos en location utilisés par les touristes, etc. Ces appels à une transformation concertée de la politique touristique ont été partiellement entendus par la nouvelle municipalité, élue en 2015.

Vers une réorientation de la stratégie touristique municipale ?

L'attitude du pouvoir municipal face aux nuisances provoquées par un développement touristique peu ou pas contrôlé a longtemps été caractérisée par la passivité. Les effets négatifs du tourisme étaient perçus comme la contrepartie du succès. Les autorités locales se refusaient à envisager toute forme de régulation des flux et le renforcement de l'attractivité touristique demeurait parmi les objectifs prioritaires du programme d'action municipal (2008-2011) qui ambitionnait de conquérir de nouveaux marchés plus « qualitatifs » avec un positionnement culturel (patrimoine et gastronomie).

Les élections de mai 2015 semblent marquer un changement de cap. Elles portent au pouvoir un nouveau mouvement politique, Barcelona en comú, constitué de partis de gauche comme ICV et Podemos, et de mouvements sociaux divers dont est d'ailleurs issue la maire Ada Colau. Élu sur un programme de lutte contre les inégalités sociales notamment en matière d'accès au logement, la nouvelle coalition municipale met rapidement en place des mesures de régulation du tourisme afin de « garantir la qualité de vie des habitants » et de « préserver le droit des personnes à un logement, au repos et à l'intimité, à la mobilité durable et à un environnement sain ». Elles portent principalement sur la résorption de l'offre illégale de logements touristiques, par le renforcement des inspections pour repérer les appartements loués illégalement (estimés à 1080 en 2015) et par l'application de sanctions. En mars 2017, un plan d'urbanisme

spécifiquement dédié aux logements touristiques entre en vigueur. Il ambitionne de ramener à zéro la croissance des logements à usage touristique et identifie des zones d'intervention prioritaires au sein de la ville, en fonction du degré de concentration ou de saturation de l'offre touristique, pour mieux la diffuser spatialement et décongestionner les zones les plus touristiques.

Bien qu'ambitieuses, ces mesures demeurent peu ou mal appliquées et ne font pas l'unanimité. Elles n'ont – du moins pour l'instant – pas permis d'apaiser la conflictualité autour du tourisme. Le rejet du tourisme cristallise désormais des revendications qui interrogent non seulement le modèle de développement économique, mais également le fonctionnement démocratique. —

Affiche de la manifestation citoyenne du 20 février 2016, à Barcelone.

